

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR SUIVANT LES ARTICLES L 8222-4, L 8254-1  
D 8222-7 ET D 8254-3 DU CODE DU TRAVAIL (ENTREPRISES ETRANGERES)  
A RENOUVELER TOUS LES SIX MOIS**

Je soussigné :

Agissant en qualité de .....( responsable légal)

Nom de l'Entreprise : .....

Adresse complète : .....

.....

Forme d'exploitation : .....

(Nom propre, SA, SARL,...)

N° d'immatriculation : .....

N° d'identification art 286 ter CGI : .....

Coordonnées du représentant fiscal en France : .....

.....

Coordonnées du représentant de l'entreprise sur le territoire national (art. L1262-2-1)

.....

**ATTESTE SUR L'HONNEUR**

- 1) Avoir procédé à la déclaration préalable de détachement prévue par les articles L1262-2-1 et R1263-3 du code du travail, CERFA 13819\*02 modèle 1.
- 2) Etre en situation régulière au regard soit du règlement (CE) N° 883/2004 du 29 avril 2004. ou de la convention internationale de sécurité sociale entre la France et .....et du régime social obligatoire dont relève l'entreprise.

Cachet de la Société

A..... Le.....

Nom et qualité du signataire

**PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT :**

- 1) Une attestation de la régularité de la situation sociale de l'entreprise au regard soit du règlement (CE) N° 883/2004 du 29 avril 2004 ou de la convention internationale de sécurité sociale entre la France et ....., et lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que l'entreprise est à jour du paiement des cotisations afférentes ou un document équivalent ou à défaut l'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois.
- 2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, joindre l'un des documents suivants :
  - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription
  - b) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel
  - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre
- 3) Lorsque le contractant fait appel à des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail en France la liste nominative des salariés avec pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est à renouveler tous les six mois.

\*Nota : les documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR SUIVANT LES ARTICLES L 8222-1, L 8254-1,  
D 8222-5 et R 8254-2 DU CODE DU TRAVAIL (ENTREPRISES FRANCAISES)  
A RENOUVELER TOUS LES SIX MOIS**

Je soussigné :

Agissant en qualité de .....( responsable légal)

Nom de l'Entreprise : .....

Adresse complète : .....

.....

Forme d'exploitation : .....

(Nom propre, SA, SARL,...)

N° d'immatriculation (RCS, RM, ...) :.....

**ATTESTE SUR L'HONNEUR**

- 1) Que l'entreprise est à jour de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (joindre l'attestation correspondante datant de moins de six mois),
- 2) Que l'entreprise est à jour du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
- 3) Atteste sur l'honneur en application de l'article L 8251-1 du code du travail
  - que l'entreprise n'a pas l'intention (\*) de faire appel à des salariés étrangers pour l'exécution du contrat,
  - que l'entreprise a l'intention (\*) de faire appel à des salariés étrangers pour l'exécution du contrat et que ceux-ci seront munis des titres les autorisant à exercer une activité professionnelle en France.
  - Cachet de la Société A..... Le.....

- Nom et qualité du signataire

-

**PIECES JOINTES OBLIGATOIREMENT :**

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 (code de la sécurité sociale) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;

b) Récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités d'entreprises quand l'Entreprise n'est pas tenue de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription

3° Lorsque le contractant fait appel à des salariés étrangers pour l'exécution du contrat, la liste établie à partir du registre unique du personnel avec pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est à renouveler tous les six mois.

-